



COMMUNIQUÉ DE LA DÉLÉGATION DES ONG
51^E CCP HYBRIDE DU PROGRAMME DE
L'ONUSIDA
RÉUNION DU CONSEIL DE COORDINATION
(CCP)



13-16 Décembre 2022

TABLE DES MATIÈRES

Texte Introductif	3
Ordre du jour 1.3: Rapport de la Directrice Exécutive	4
Ordre du jour 1.4: Rapport du Représentant des ONG	5
Ordre du jour 2: Suivi du débat thématique de la 50 ^e Réunion du CCP	6
Ordre du jour 4: Rapport final sur les ripostes au sida menées par les communautés ayant comme base les recommandations de l'Équipe de Travail Multipartite au 51 ^e CCP de l'ONUSIDA	7
Ordre du jour 5: Mise à jour sur le Partenariat Mondial pour éliminer toutes les formes de stigmatisation et de discrimination liées au VIH	8
Ordre du jour 6 : Rapport du Bureau du CCP pour présenter des recommandations au Bureau sur la situation du financement de l'ONUSIDA (immédiat et durable)	9
Ordre du jour 7: Évaluation et réponse de la Direction au Rapport d'Évaluation Annuel	10
Ordre du jour 8: Prochaines réunions du CCP	11
Ordre du jour 9: Élection des Membres du Bureau	12
Ordre du jour 10: Débat Thématique	13

Texte Introductif

Xavier Biggs, nouveau Délégué pour l'Amérique latine et les Caraïbes



La 51^e réunion du CCP s'est tenue du 13 au 16 décembre à Chiang Mai et était la première en 14 ans à se dérouler en dehors de Genève. Il a été accueilli par le gouvernement thaïlandais en sa qualité de président actuel du CCP. Avant la réunion officielle, le gouvernement thaïlandais a invité les membres du CCP à participer à un certain nombre de visites sur le terrain de programmes et de structures de lutte contre le VIH à Chiang Mai et dans les environs.

La réunion elle-même se déroulait sous un format hybride et s'est étendue sur 4 demi-journées. Seuls les membres du CCP et leurs délégations pouvaient y assister en personne. Les États membres observateurs et les observateurs des ONG ne pouvaient participer que virtuellement via une plate-forme sécurisée. Par conséquent, les contacts directs entre la Délégation et les observateurs des ONG pendant et après les réunions ont été difficiles.

La 51^e réunion du CCP s'est principalement concentrée sur la nécessité de combler les principales lacunes identifiées dans les programmes de lutte contre le VIH, la crise de financement de l'ONUSIDA et la nécessité d'un UBRAF entièrement financé si nous voulons faire avancer activement la cause de la fin de l'épidémie de sida.

Sept points clés de l'ordre du jour ont été posés et la délégation des ONG a fait des interventions pour chacun d'entre eux afin de s'assurer que la voix des communautés clés et marginalisées soit bien représentée.

Le président a appelé les États membres à parvenir à un consensus sur la voie à suivre et à s'engager à augmenter (ou à poursuivre) le financement selon les besoins et à améliorer la situation des personnes touchées par le VIH.

Ordre du jour 1.3: Rapport de la Directrice Exécutive

Jumoke Patrick, Déléguée pour l'Amérique latine et les Caraïbes

Le [rapport](#) de la Directrice Exécutive Winnie Byanyima s'est concentré sur l'égalisation et le maintien de divers problèmes de connexion affectant la riposte mondiale au VIH, par exemple, l'augmentation des barrières et des violations des droits de l'homme, les problèmes d'égalisation pour les femmes et les filles, pour les enfants, pour les populations clés, et l'égalisation de l'accès aux avancées scientifiques dans le domaine du VIH, etc.



Son rapport a fait état de l'utilisation des fonds et des ressources de l'ONUSIDA pour soutenir et travailler au nom de la planification et de la mise en œuvre de la réponse nationale au VIH dans les pays. La directrice exécutive a également souligné l'importance de maintenir la fin du sida parmi les priorités des agendas politiques nationaux par le biais d'un dialogue constant et d'un soutien technique, mais surtout de l'appropriation par les pays et d'un dialogue solide avec toutes les parties prenantes, y compris les communautés.

Winnie a présenté une répartition des perspectives financières de l'ONUSIDA à la suite de la 50^e réunion du CCP et a fourni des mises à jour et des informations sur les décisions stratégiques en la matière. Elle a indiqué que les dix principaux donateurs ont maintenu leur niveau de financement et que les États-Unis, les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Australie et d'autres partenaires ont tous augmenté leur engagement financier envers l'ONUSIDA.

L'intervention de la délégation des ONG pour ce rapport s'est concentrée sur des partenariats significatifs avec toutes les agences des Nations Unies du Programme Commun, les États membres et les communautés pour de meilleurs résultats et pour améliorer la situation financière de l'ONUSIDA. L'élément essentiel de cette intervention était que les communautés affectées par le VIH soient dignes, respectées et reconnues pour ce qu'elles sont et qu'elles ne se voient pas attribuer des étiquettes de stigmatisation et de criminalisation, ce qui continue d'être le fléau de notre existence en tant que personnes vivant avec et affectées par le VIH.

Ordre du jour 1.4: Rapport du Représentant des ONG

Christian Hui, Délégué pour l'Amérique du Nord



Le rapport des ONG a été l'un des points les plus controversés de l'ordre du jour de la réunion. Le [rapport](#) se tient à promouvoir davantage la science et le potentiel inexploité de U=U suite à l'inclusion de U=U dans le *Déclaration Politique de 2021 sur le VIH/sida*.

Si le Programme Commun et une majorité d'États membres, notamment le Kenya, l'Allemagne, le Canada, la Chine, les Pays-Bas, la Thaïlande, le Royaume-Uni et les États-Unis, ont accueilli favorablement les recommandations formulées dans le rapport, un petit nombre d'États membres, comme la Fédération de Russie, ont émis des réserves quant à la validité de la science de U=U, et ont donc proposé de supprimer la majorité des points de décision initialement proposés dans le rapport. Pendant ce temps, des États membres tels que le Cameroun ont fait une intervention appelant à soutenir la production locale d'ARV génériques afin de favoriser la réalisation de U=U dans le contexte africain.

Après avoir consulté de multiples parties prenantes, la délégation a présenté un ensemble de points de décision condensés. Au milieu des débats houleux dans la salle de rédaction, la science de U=U a été étayée avec confiance par l'OMS. Le processus de négociation n'a pas abouti à un consensus de tous les États membres dans la salle de rédaction. Le dernier jour du CCP, la Fédération de Russie a demandé qu'une note de bas de page soit ajoutée aux points de décision pour exprimer sa dissociation du rapport. En raison d'une traduction ambivalente de cette demande par l'interprète, elle est d'abord apparue comme une simple demande d'exprimer des préoccupations sur le rapport.

Parmi les interventions de la société civile, citons celles du MPACT, qui a réitéré l'importance de ne pas créer une fracture virale entre ceux qui sont capables d'atteindre la suppression virale et ceux qui ne le sont pas. Cet encadrement garantirait que les efforts de décriminalisation pour les personnes vivant avec le VIH continueraient à progresser sans se baser sur la suppression virale ou l'indétectabilité d'une personne, et que toutes les personnes séropositives ne seraient pas soumises à des lois qui violent les droits humains des personnes vivant avec le VIH.

Ordre du jour 2: Suivi du débat thématique de la 50^e Réunion du CCP

Midnight Poonkasetwattana, Délégué pour l'Asie et le Pacifique

Le [rapport du débat thématique du 50^e CCP](#) est assorti d'un vaste ensemble de points de décision visant à repousser les limites sur plusieurs sujets controversés. L'objectif de la délégation des ONG était de s'assurer que le CSE, la santé et les droits sexuels et reproductifs et le genre restent visibles dans les points de décision, et qu'ils soient élargis pour inclure la violence sexuelle et sexiste (plutôt que la simple violence), et pour avoir également des données désagrégées par sexe et par genre.



Il a fallu beaucoup de temps pour parvenir à un accord au cours du processus de négociation, avec au final quelques modifications linguistiques qui n'ont malheureusement pas permis d'atteindre tous les objectifs que la délégation des ONG s'était fixés :

- une éducation et une information complètes, adaptées aux contextes culturels, sur la santé sexuelle et reproductive et la prévention du VIH, ou une éducation sexuelle complète, tel que défini dans la stratégie mondiale de lutte contre le sida.
- santé et droits sexuels et reproductifs, et santé reproductive
- la collecte de données désagrégées par sexe et autres caractéristiques pertinentes de la population, afin de mieux comprendre la participation à l'éducation, la progression et l'apprentissage, et d'utiliser des données sensibles au genre pour l'élaboration des politiques et la planification, tout en reconnaissant les capacités nationales

Le principal ajout aux points de décision était une note de bas de page sur la définition des populations clés telle que définie à la page 8 de la [Stratégie Mondiale de Lutte contre le sida 2021-2026](#).

L'intervention de la délégation des ONG a fait remarquer que les recommandations du 50^e Débat Thématique sont également pertinentes pour le 51^e Débat Thématique.

Ordre du jour 4: Rapport final sur les ripostes au sida menées par les communautés ayant comme base les recommandations de l'Équipe Spéciale Multipartite au 51^e CCP de l'ONUSIDA

Mubanga Chimumbwa, Délégué pour l'Afrique



L'Équipe de Travail Multipartite sur les ripostes communautaires au sida a présenté le [rapport](#) ayant comme base ses recommandations. Pour tirer pleinement parti de l'impact des interventions communautaires, il faut adapter et mettre en œuvre des lois et des politiques qui permettent le financement durable de réponses communautaires intégrées et centrées sur les personnes, notamment par le biais de

contrats sociaux et d'autres mécanismes de financement public.

En 2016, les États membres de l'ONU ont pris une série d'engagements dans la Déclaration Politique sur l'élimination du sida. Outre la reconnaissance du rôle important joué par les organisations communautaires, les États membres se sont engagés à faire en sorte qu'au moins 30 % de l'ensemble des prestations de services soient dirigées par les communautés au plus tard en 2030.

La délégation des ONG s'est inquiétée par les engagements pris par les États membres d'investir au moins 6 % des ressources allouées à la lutte contre le VIH dans des activités sociales habilitantes, notamment le plaidoyer, la mobilisation communautaire et politique, le suivi communautaire, la communication publique et les programmes de sensibilisation aux tests et au diagnostic rapides du VIH, ainsi que dans des programmes de défense des droits de l'homme tels que la réforme des lois et des politiques, et la réduction de la stigmatisation et de la discrimination.

La Délégation a également souligné la nécessité d'un leadership de la riposte au VIH autour des mécanismes d'évaluation des données de la riposte communautaire au sida dans le monde, malgré les engagements pris par les États membres pour soutenir les communautés dans le développement d'outils standardisés qui évalueront les ripostes communautaires au sida afin de s'aligner sur les politiques nationales et les communautés, y compris le rapport coût-efficacité.

En prenant note du rapport, le CCP a jeté les bases techniques permettant à l'ONUSIDA d'évaluer les ripostes au sida bien financées et dirigées par les communautés, qui font avancer l'agenda des voix communautaires au niveau national.

Ordre du jour 5: Mise à jour du Partenariat mondial pour l'élimination de toutes les formes de stigmatisation et de discrimination liées au VIH

Cecilia Chung, Déléguée pour l'Amérique du Nord

Il est louable que le Partenariat Mondial ait travaillé dur pour donner des moyens d'action aux personnes vivant avec le VIH et aux communautés de populations clés.

Le [rapport](#) met également en évidence un total de 33 pays qui ont rejoint l'effort et se sont engagés à éliminer la stigmatisation et la discrimination liées au VIH.



Il est extrêmement alarmant de constater que le rapport fait état d'inégalités entre les sexes, de violations des droits de l'homme et de lois punitives contre le travail du sexe et la non-divulgateion du VIH dans 88 % des États membres. Les cibles 10-10-10 sont-elles un fantasme et du silence ?

Il ne faut pas douter que le suivi et le renforcement des capacités assurés par la GNP+ doivent se poursuivre et que plus de ressources doivent être investies dans ce travail. Toutefois, il faut également rendre des comptes aux pays qui continuent d'agir à l'encontre de ce qui a été défini dans la Stratégie Mondiale de Lutte contre le sida.

Ordre du jour 6: Rapport du Bureau du CCP pour faire des recommandations au Bureau sur la situation du financement de l'ONUSIDA (immédiat et durable)

Aleksey Lakhov, Délégué pour l'Europe



La décision de former l'équipe de travail multipartite informelle composée de membres du CCP, d'observateurs, de coparrainants, de la délégation des ONG du CCP et d'autres parties prenantes pour explorer les options permettant de résoudre la crise de financement immédiate de l'ONUSIDA a été prise dans la 50^e Réunion du CCP. Depuis lors, l'équipe de travail a tenu cinq

débats en ligne et a élaboré une série de recommandations et d'options pour résoudre la crise de financement du Programme Commun. Il s'agissait notamment de faire face aux fluctuations monétaires, de demander à 11 États membres donateurs d'augmenter leurs contributions pour 2022 de 1 000 000 USD ou plus (par rapport à leurs contributions actuelles prévues ou anticipées), de demander à 11 États membres non donateurs issus de pays à revenu faible, ou faible et moyen de contribuer à hauteur de 500 000 USD, etc.

L'intervention de la Délégation des ONG s'est concentrée sur la manière dont un Programme Commun entièrement financé est une condition préalable à la survie même de différentes communautés - telles que les personnes vivant avec le VIH, les travailleurs du sexe, les hommes homosexuels et d'autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les personnes transgenres, les femmes et les filles, les personnes qui utilisent des drogues, les personnes en milieu fermé, ainsi que d'autres populations prioritaires. Sur leurs tables, au début de la réunion, les États membres du CCP ont trouvé des enveloppes contenant des chèques de 500.000 ou 1.000.000 USD, conformément aux recommandations de l'Équipe de Travail. En outre, l'intervention a mentionné les dépenses quotidiennes (recueillies à partir de sources ouvertes) de certains États membres sur des questions qui freinent les ripostes au VIH, comme la guerre en Ukraine ou le maintien des fonctions du tribunal qui a effectivement mis fin à la santé sexuelle et au droit reproductif à l'avortement pour des millions de femmes.

Après l'intervention de la Délégation des ONG, l'un des États membres a fait usage de son droit de réponse directement à la Délégation et l'a exhortée à ne pas "politiser les questions concernant le VIH". Cela prouve l'importance de la voix de la Délégation lors des réunions du CCP.

Ordre du jour 7: Réponse de l'Évaluation et de la Direction au Rapport d'Évaluation Annuel

Erika Castellanos, Déléguée pour l'Europe

Le [rapport](#) a présenté un compte rendu de l'exécution du plan d'évaluation de l'ONUSIDA pour 2022-2023, conformément aux points de décision 7.3-7.4 de la 49^e réunion du CCP, où le plan d'évaluation a été approuvé. Les modifications qui doivent être apportées en raison de restrictions financières



donnent le ton et dominent le rapport. La fonction d'évaluation du Programme Commun ne dispose toujours pas d'un financement suffisant. Il a été décidé lors du 49^e CCP que 1% des dépenses serait consacré aux tâches d'évaluation. Ce n'était pas concevable.

De plus, une réduction budgétaire de 30% a dû être faite au Bureau d'Évaluation. En conséquence, la quantité et la portée des évaluations entreprises ont été réduites. Il convient de noter que l'impact de la COVID est maintenant intégré dans les évaluations programmées plutôt que d'être entrepris comme une évaluation distincte.

La Délégation des ONG a salué les réalisations et a apprécié le Rapport d'Évaluation Annuel. Malgré les nombreuses difficultés, au premier rang desquelles la situation financière difficile de l'ONUSIDA, nous avons observé des progrès dans le plan d'examen. La situation financière fragile a limité les ressources humaines à 2 membres du personnel sans aucune assistance administrative et a empêché l'allocation de 1% pour les évaluations. Nous avons exhorté les États membres à réfléchir à la valeur de l'évaluation et à la manière dont elle pourrait avoir une influence sur les nations, les systèmes de santé et, ce qui est le plus crucial, les vies humaines. Nous avons approuvé la procédure de consultation prévue utilisée pour créer le plan d'évaluation à venir. Nous avons demandé à l'ONUSIDA de veiller à ce que les communautés touchées par le VIH et vivant avec le VIH jouent un rôle important dans les consultations.

Ordre du jour 8: Prochaines réunions du CCP

Midnight Poonkasetwattana, Délégué pour l'Asie et le Pacifique



Les thèmes convenus pour les Débats Thématiques des réunions du CCP en 2023 sont les suivants:

- 52^e CCP: Populations prioritaires et clés, en particulier les personnes transgenres, et la voie vers les objectifs de 2025: Réduire les inégalités de santé grâce à des réponses adaptées et systémiques (27-29 juin 2023 à Genève, Suisse)
- 53^e CCP: Dépistage et VIH (12-14 décembre 2023 à Genève, Suisse)

La Délégation du CCP se félicite de la mention explicite des personnes transgenres comme faisant partie de la population prioritaire et clé pour le prochain débat thématique en juin, car il y aura un soutien variable au sein des membres du CCP. Nous attendons avec impatience des engagements plus larges avec des militants et des organisations transgenres pour ce sujet important, afin de mettre en évidence les besoins particuliers, les inégalités en matière de santé et les problèmes de droits de l'homme auxquels les personnes transgenres sont confrontées lorsqu'elles accèdent aux services du VIH.

Le Bureau du CCP a été prié de prendre des mesures en temps opportun pour s'assurer que la procédure régulière est suivie dans l'appel et l'accord pour les débats thématiques des 54^e et 55^e Réunions du CCP en 2024.

Les dates et le lieu des 56^e et 57^e réunions du CCP en 2025 ont également été approuvées comme suit:

- 56^e Réunion du CCP: 24-26 juin 2025, Genève, Suisse
- 57^e Réunion du CCP: 9-11 décembre 2025, Genève, Suisse

Ordre du jour 9: Élection des Membres du Bureau

Martha Clara Nakato, Déléguée entrante pour l'Afrique

La 51^e Réunion du CCP de l'ONUSIDA a été accompagnée de nouveaux changements dans la composition du CCP. Lors de chaque réunion de décembre, le CCP élit de nouveaux membres du bureau parmi les États membres. La Délégation des ONG informe le CCP de son processus de recrutement pour remplacer les délégués sortants. Cette fois-ci, la Délégation a également informé le CCP du remplacement d'un délégué par un délégué suppléant de la même organisation en raison de circonstances personnelles.



La composition des membres élus du bureau pour 2023 est la suivante: l'Allemagne en tant que Présidente, le Kenya en tant que Vice-président et le Brésil en tant que Rapporteur.

La Délégation des ONG a également présenté deux nouveaux délégués entrants: Martha Clara Nakato, représentant la santé et les droits sexuels et reproductifs (SRHR Alliance Uganda) et Xavier Biggs, représentant Jamaica AIDS Support for Life (JASL). En outre, la Délégation a informé le CCP qu'Erika Castellanos, représentant Trans United Europe, est la déléguée suppléante en remplacement de Dinah Bons.

Le CCP a également été informé que l'ONUSIDA présidera le Comité des Organisations Coparrainantes (COC) pour l'année prochaine.

La directrice exécutive a souhaité la bienvenue aux 3 nouveaux délégués pour l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Afrique et l'Europe et a remercié tout particulièrement les délégués sortants.

Les officiers sortants et les États membres en exercice ont été applaudis pour le leadership bienveillant dont ils ont fait preuve pendant leur mandat. Enfin, le président sortant a été particulièrement félicité pour avoir soutenu la vision et les aspirations du CCP de l'ONUSIDA.

Ordre du jour 10: Débat Thématique

Gastón Devisich, Délégué pour l'Amérique latine et des Caraïbes



Le débat thématique pour la 51^e Réunion du CCP a abordé le thème “Le VIH et les hommes, dans toute leur diversité: comment pouvons-nous remettre nos réponses à nouveau sur la bonne voie?”.

Il comportait deux panels avec des conférenciers d'horizons et de régions différents, mais il manquait une chose: la priorisation des besoins de ces groupes laissés pour compte dans la riposte au VIH. Une focalisation indispensable qui peut être particulièrement assurée en faisant parler la communauté de sa vérité à la première personne.

Néanmoins, l'expertise des hommes dans toute leur diversité a été reléguée à un rôle secondaire alors que la discussion s'est concentrée sur ce que le système faisait déjà pour les hommes en général. Tout le monde dans la pièce "savait déjà tout", il y avait donc peu de marge pour apprendre. À la fin du premier panel, la Délégation des ONG avait quitté la salle par une décision unanime et collective.

Nous pensons que ce résultat indésirable et non souhaité était le parfait exemple de ce que les communautés vivent au quotidien et de la manière dont l'ONUSIDA n'y est pas insensible. Comme le Programme Commun doit montrer l'exemple, c'est l'occasion idéale de faire la lumière sur la manière d'inclure les voix des populations vivant avec, touchées par et les plus exposées au VIH, en particulier les groupes qui sont actuellement laissés pour compte par la riposte au VIH. L'engagement des parties prenantes communautaires s'est avéré être la plus grande leçon de la journée, une leçon que la Délégation des ONG continuera à suivre au sein du Conseil de Coordination du Programme.